



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## COMITÉ DES PÊCHES

### Trente et unième session

Rome, 9-13 juin 2014

### LES DIRECTIVES VOLONTAIRES POUR LA CONDUITE DE L'ÉTAT DU PAVILLON, L'ACCORD DE 2009 DE LA FAO RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT ET LES AUTRES INSTRUMENTS DE LUTTE CONTRE LA PÊCHE INDNR

#### Résumé

Ce document présente les conclusions de la Consultation technique sur la conduite de l'État du pavillon, qui s'est achevée en février 2013 et a adopté les Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon. Celles-ci sont présentées au Comité des pêches pour approbation. Il donne également un aperçu de l'état d'avancement et de la situation de l'Accord de 2009 de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port ainsi que des efforts déployés par la FAO en matière de plaidoyer et de renforcement des capacités en ce qui concerne l'Accord. Ce document fait également le point sur l'état d'avancement de l'élaboration du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement et sur les propositions relatives à son évolution à long terme, à sa mise en œuvre et à son maintien.

#### Le Comité est invité à:

- approuver les Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon;
- prendre note de l'état d'avancement et de la situation de l'Accord de 2009 de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port;
- prendre note de l'état d'avancement de l'élaboration du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement et donner des indications, le cas échéant, sur la suite de l'élaboration et de la mise en œuvre du Fichier mondial;
- prendre note de l'évolution de la situation en ce qui concerne la satisfaction de la condition préalable pour l'utilisation du numéro de l'Organisation maritime internationale (OMI) comme identifiant unique des navires (IUN) du Fichier mondial et encourager les États Membres dont la flotte entre dans la catégorie prévue pour la phase 1 à s'assurer que les navires concernés ont obtenu un numéro de l'OMI et à mettre les données correspondantes à la disposition du Fichier mondial;

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de la réunion sont disponibles sur internet, à l'adresse <http://www.fao.org/cofi/fr/>.*

- reconnaître la nécessité d'établir un mécanisme financier à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la maintenance du Fichier mondial et encourager les Membres à appuyer ces activités par le versement de contributions extrabudgétaires.

## LES DIRECTIVES VOLONTAIRES POUR LA CONDUITE DE L'ÉTAT DU PAVILLON

1. Donnant suite à la recommandation du Comité des pêches à sa vingt-huitième session, en 2009, la FAO a convoqué la Consultation sur la conduite de l'État du pavillon. La Consultation s'est tenue au Siège de la FAO, à Rome (Italie), du 2 au 6 mai 2011, et a repris ses travaux du 5 au 9 mars 2012, puis du 4 au 8 février 2013. Elle a été financée par les gouvernements du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Norvège et de la Nouvelle Zélande, ainsi que par la Commission européenne. Le rapport de la Consultation technique est disponible sous la cote COFI/2014/Inf. 16.

2. La Consultation technique a adopté les « Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon » afin de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) grâce à l'exercice effectif des responsabilités de l'État du pavillon. Les Directives convenues ont une vaste portée et comprennent un énoncé de l'objectif et des principes, du champ d'application, des critères d'évaluation de la conduite, de la coopération entre les États du pavillon et les États côtiers, de la procédure d'exécution de l'évaluation, des dispositions visant à encourager les États du pavillon à respecter leurs obligations et à les dissuader de s'y soustraire, de la coopération avec les pays en développement et de la prestation d'une assistance à ces pays destinée à en renforcer les capacités et du rôle de la FAO. Elles sont censées fournir un outil précieux pour le renforcement du respect des obligations et des devoirs internationaux des États du pavillon en ce qui concerne le pavillonnement et le contrôle des bateaux de pêche.

3. Conformément au paragraphe 26 du Rapport de la Consultation technique sur la conduite de l'État du pavillon, le Secrétariat a revu le texte des Directives pour s'assurer de sa cohérence interne sur les plans linguistique et juridique, a réorganisé les paragraphes avec les titres et les intertitres voulus et à insérer la numérotation requise, avant de présenter les Directives au Comité des pêches pour examen à sa réunion de juin 2014. La révision du texte pour s'assurer de sa cohérence interne sur les plans linguistique et juridique, la réorganisation des paragraphes et la présentation des critères d'évaluation n'entraînent aucune modification de fond du texte qui a été convenu par la Consultation technique.

Concrètement, le Secrétariat a procédé aux opérations suivantes:

- fusion des divers critères d'évaluation en cinq sous-sections distinctes sous l'intitulé principal (voir la nouvelle structure à l'Annexe I), car la structuration conseillée des critères d'évaluation de la conduite sous les titres « mesures » et « application » n'a pas fonctionné;
- réorganisation des paragraphes des critères sous les sous-titres proposés;
- vérification de la cohérence terminologique. Par exemple, l'expression « pêche et activités connexes » a été insérée en lieu et place des expressions « pêche », « activités de pêche » et « opérations de pêche » lorsqu'il était implicite que, à l'issue de l'évaluation de l'usage antérieur, l'expression « pêche et activités connexes » devait être employée afin d'englober l'ensemble des activités couvertes par ce libellé. Autres exemples: le terme « pêcher » a été remplacé par l'expression « pratiquer la pêche et des activités connexes », « autorisé à battre pavillon » a été remplacé par « battant son pavillon » et « État en développement » a remplacé systématiquement « État du pavillon en développement »;

- suppression de l'expression « à l'appui de cette pêche » et « à l'appui de ce type de pêche » lorsqu'elle avait été insérée après l'expression « la pêche et les activités connexes », car elle était considérée comme superflue et erronée dans ce contexte;
  - modifications d'ordre grammatical et rédactionnel;
  - enfin, vérification de la cohérence et de l'exactitude des renvois à des paragraphes et des mentions d'instruments juridiques internationaux.
4. Le Comité est invité à approuver les Directives se trouvant à l'Annexe II.

#### **ÉTAT D'AVANCEMENT ET SITUATION DE L'ACCORD DE 2009 DE LA FAO RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT**

5. L'Accord de 2009 de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port (l'Accord) a été ouvert à la signature le 22 novembre 2009, pour une durée d'un an. Pendant cette période, 23 pays et l'Union européenne (UE) ont signé l'instrument. Depuis la trentième session du Comité des pêches, six Membres ont déposé leur instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation, portant à 10<sup>1</sup> le nombre total des Parties à l'Accord (au 26 mars 2014). L'Accord entrera en vigueur 30 jours après la date de dépôt auprès du Directeur général de la FAO du vingt-cinquième instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation. Il convient de rappeler qu'à la trentième session du Comité des pêches, 26 Membres avaient indiqué qu'ils avaient mis en route leurs processus internes afin de devenir parties à l'Accord.
6. En novembre 2011, la FAO a convoqué une réunion technique informelle à composition non limitée, chargée d'examiner le projet de mandat du groupe de travail ad hoc qui serait responsable de la gestion du mécanisme de financement qui doit être établi ainsi que le prévoit l'article 21 de l'Accord, lorsque celui-ci entrera en vigueur, afin de renforcer les capacités des États parties en matière d'application de l'Accord. Ce mandat a été approuvé par le Comité des pêches à sa trentième session, en 2012.
7. En juillet 2012, le Comité des pêches a salué les efforts que déploierait la FAO en vue de lancer une série d'ateliers régionaux de renforcement des capacités pour la préparation à l'entrée en vigueur de l'Accord. La FAO a donc contribué à la tenue d'un atelier régional à l'intention de 19 pays africains sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, organisé par la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, qui était axé en particulier sur la mise en place de contrôles par l'État du port. La FAO a en outre organisé, conjointement avec le Programme ACP Fish II<sup>2</sup> de l'Union européenne, un atelier de renforcement des capacités sur les mesures du ressort de l'État du port à l'intention de 13 États du Pacifique Sud en septembre 2013.
8. La FAO a prévu de tenir trois ateliers régionaux, avec l'appui d'un projet financé par un fonds fiduciaire alimenté par le Gouvernement norvégien<sup>3</sup>, dans les Caraïbes, en Amérique du Sud et en Afrique de l'Ouest. Les ateliers, qui se tiendront en 2014 et 2015 en étroite coopération avec les organes régionaux des pêches et d'autres organisations internationales/régionales, visent à faciliter l'adhésion à l'Accord et la bonne mise en œuvre de celui-ci. Ils peuvent être destinés à d'autres régions et selon les résultats obtenus, ils peuvent déboucher, le cas échéant, sur un appui spécifique au niveau national, dans le cadre de programmes supplémentaires sur mesure de renforcement des capacités, dans la limite des fonds disponibles.

---

<sup>1</sup> Le Chili, le Gabon, le Myanmar, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, Oman, les Seychelles, Sri Lanka, l'Union européenne et l'Uruguay ont ratifié, approuvé, accepté l'Accord ou y ont adhéré.

<sup>2</sup> <http://acpfish2-eu.org/>.

<sup>3</sup> Appui à la bonne mise en œuvre de l'Accord de 2009 de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port dans le contexte de la lutte contre la pêche INDNR – GCP/GLO/515/NOR.

## **FICHER MONDIAL DES NAVIRES DE PÊCHE, DES NAVIRES DE TRANSPORT FRIGORIFIQUE ET DES NAVIRES DE RAVITAILLEMENT (FICHER MONDIAL)**

9. La question du Fichier mondial a été soulevée lors de la session de 2012 du Comité des pêches, lequel a) a confirmé qu'il soutenait la poursuite de la mise en place du Fichier mondial par la FAO, selon une approche par étapes, certains membres étant préoccupés par la nécessité d'éviter les chevauchements, de faire en sorte qu'il soit maintenu au moindre coût, et d'assurer la coordination avec les autres initiatives en place, b) a reconnu la nécessité d'un IUN mondial, élément crucial du Fichier mondial pour identifier et suivre les navires, c) a suggéré que dans un premier temps, l'IUN soit appliqué aux navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute, d) a noté qu'il était nécessaire que les organisations régionales de gestion des pêches coordonnent leurs fichiers des navires avec le Fichier mondial, e) enfin, s'est félicité que la FAO s'emploie à aider les États en développement à renforcer leurs fichiers nationaux ou régionaux des navires. On trouvera dans les paragraphes qui suivent des informations sur les modalités selon lesquelles la FAO s'est occupée ou est en train de s'occuper des questions précitées. Un complément d'informations est également fourni dans les documents COFI/2014/Inf.12 et COFI/2014/SBD.2, ainsi que sur le site web du Fichier mondial ([www.fao.org/fishery/global-record/en](http://www.fao.org/fishery/global-record/en)).

10. Le Fichier mondial, en tant qu'important outil de mise en œuvre de l'Accord, aidera les États du port à procéder à des inspections et à engager des actions de suivi des navires battant pavillon étranger, ainsi que le préconise l'Accord. Plus précisément, le Fichier mondial joue un rôle clé à l'appui de l'Accord en fournissant des informations certifiées sur les navires, que les inspecteurs chargés des mesures du ressort de l'État du port peuvent comparer avec les informations fournies en application des dispositions de l'Accord et valider. L'élaboration du Fichier mondial repose sur trois piliers: i) élaboration d'un système robuste au moindre coût, ii) renforcement des capacités et iii) sensibilisation. Dans le cadre de la phase 1, correspondant à l'élaboration du système du Fichier mondial, et de manière à éviter les chevauchements, la FAO s'emploie à mettre au point une solution au moindre coût, en coordination avec d'autres initiatives de l'Organisation, notamment le cadre de gestion des registres des navires, ainsi que des systèmes externes pour lesquels de nombreux contacts ont été pris et des négociations de grande ampleur ont été menées depuis la trentième session du Comité des pêches.

11. En ce qui concerne la question de l'IUN, l'Assemblée de l'OMI a accepté une proposition coparrainée par la FAO, relative à l'insertion des bateaux de plus de 100 tonneaux de jauge brute dans le Système de numéros de l'OMI en adoptant la résolution A.1078 (28). Le Système est maintenant applicable à la fois aux navires marchands et aux bateaux de pêche. Par conséquent, les conditions préalables relatives à l'utilisation du numéro de l'OMI en tant qu'IUN pour la phase 1 du Fichier mondial sont désormais remplies. Le numéro de l'OMI est associé au navire pendant toute son existence, quels que soient les changements de pavillon, de propriétaire, de nom, etc. Plusieurs organisations régionales de gestion des pêches, telles que la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique, la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) et la Commission pour la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central (CPPOC), ont rendu obligatoire le numéro de l'OMI pour les navires réunissant les conditions requises qui pêchent dans les zones visées par leurs conventions.

12. Pour appuyer la mise en œuvre du Fichier à travers le monde, un cadre pour le renforcement des capacités a été élaboré sur la base d'ateliers régionaux et d'une assistance technique à l'échelle des pays. Ce cadre a d'ores et déjà été appliqué en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est et une collaboration a été mise en place dans la région méditerranéenne. Dans la limite des fonds disponibles,

un renforcement ultérieur des capacités en matière de fichier des navires, notamment pour l'Afrique, est en préparation.

13. Un document de stratégie, portant la cote COFI/2014/SBD.2, indiquant la voie à suivre pour poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de la phase 1 du Fichier mondial, doit être présenté au Comité des pêches en 2014, accompagné d'une version prototype du système axée sur la phase 1. Le prototype, contenant des informations issues d'un certain nombre de fournisseurs de données, fera dans la mesure du possible l'objet d'une démonstration en vue de mettre en évidence sa faisabilité. Une fois perfectionné le modèle conceptuel, l'élaboration du système sera axée sur la mise en œuvre de la phase 1 du Fichier mondial. Il sera peut-être nécessaire de procéder à des analyses supplémentaires et d'obtenir de nouvelles indications pour certaines questions, notamment l'expansion aboutissant aux phases 2 et 3, à la lumière de l'expérience acquise pendant la phase 1.

14. Actuellement, le programme fonctionne grâce, d'une part, à des fonds ad hoc versés par divers donateurs, de sorte que l'intérêt porte principalement sur le renforcement des capacités pour telle ou telle région, et d'autre part, à des fonds limités du budget ordinaire. Pour que le Fichier mondial devienne opérationnel dans un proche avenir, il faudrait que l'on dispose de fonds supplémentaires et que l'on puisse compter sur la participation effective et l'engagement des pays et des organisations régionales de gestion des pêches.

#### **SUITE QUE LE COMITÉ EST INVITÉ À DONNER**

15. Le Comité est invité à:

- a) approuver les Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon;
- b) prendre note de l'état d'avancement et de la situation de l'Accord de 2009 de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port;
- c) prendre note de l'état d'avancement de l'élaboration du Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement et donner des indications, le cas échéant, sur la suite de l'élaboration et de la mise en œuvre du Fichier mondial
- d) prendre note de l'évolution de la situation en ce qui concerne la satisfaction de la condition préalable pour l'utilisation du numéro de l'Organisation maritime internationale (OMI) comme identifiant unique des navires (IUN) du Fichier mondial et à encourager les États Membres dont la flotte entre dans la catégorie prévue pour la phase 1 à s'assurer que les navires concernés ont obtenu un numéro OMI et à mettre les données correspondantes à la disposition du Fichier mondial;
- e) reconnaître la nécessité d'établir un mécanisme financier à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien du Fichier mondial et à encourager les Membres à appuyer ces activités par le versement de contributions extrabudgétaires.

## ANNEXE I

**Comparaison entre la structure convenue et la nouvelle structure des  
Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon**

<b>STRUCTURE INITIALE</b>	<b>NOUVELLE STRUCTURE</b>
Énoncé de l'objectif et des principes	Énoncé de l'objectif et des principes
Champ d'application	Champ d'application
Considérations géographiques	Considérations géographiques
Navires	Navires
Critères d'évaluation de la conduite – Mesures Critères d'évaluation de la conduite de l'État du pavillon – Application	Critères d'évaluation de la conduite
	Critères généraux
	Gestion des pêches
	Information, inscription et fichiers
	Autorisations
	Suivi, contrôle, surveillance et application
Coopération entre les États du pavillon et les États côtiers	Coopération entre les États du pavillon et les États côtiers
Procédure d'exécution de l'évaluation	Procédure d'exécution des évaluations
Dispositions visant à encourager les États du pavillon à respecter leurs obligations et à les dissuader de s'y soustraire	Dispositions visant à encourager les États du pavillon à respecter leurs obligations et à les dissuader de s'y soustraire
Coopération avec les pays en développement et prestation d'une assistance à ces pays destinée à en renforcer les capacités	Coopération avec les pays en développement et prestation d'une assistance à ces pays destinée à en renforcer les capacités
Rôle de la FAO	Rôle de la FAO
Appendice 1	Appendice 1
Appendice 2	Appendice 2

## Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon

### *Énoncé de l'objectif et des principes*

1. Les présentes Directives sont volontaires. Cependant, certains éléments sont fondés sur les règles pertinentes du droit international, et notamment celles qui sont reprises de la Convention des Nations Unies du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer. Ces Directives ont pour objet de prévenir, de contrecarrer et d'éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) ou les activités connexes à l'appui de cette pêche, énumérées au paragraphe 4, grâce à l'exercice effectif des responsabilités de l'État du pavillon et d'assurer ainsi la conservation à long terme et l'exploitation durable des ressources biologiques marines et des écosystèmes marins.
2. Dans l'exercice des responsabilités effectives qui sont les siennes, l'État du pavillon s'emploie à:
  - a) agir conformément aux dispositions du droit international relatif aux obligations de l'État du pavillon;
  - b) respecter la souveraineté nationale et les droits des États côtiers;
  - c) prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR ou les activités favorisant celle-ci;
  - d) exercer efficacement sa juridiction et son contrôle sur les navires battant son pavillon;
  - e) prendre des mesures afin de s'assurer que les personnes relevant de sa juridiction, y compris les propriétaires et exploitants des navires battant son pavillon, ne pratiquent ni ne facilitent la pêche INDNR ni une autre activité favorisant celle-ci;
  - f) veiller à la préservation et à l'exploitation durable des ressources biologiques marines;
  - g) prendre des mesures efficaces pour lutter contre le non-respect des dispositions en vigueur par les navires battant son pavillon;
  - h) s'acquitter de son devoir en matière de coopération conformément au droit international;
  - i) assurer l'échange d'informations et la coordination des activités entre les organismes nationaux compétents;
  - j) assurer l'échange d'informations avec d'autres États et prêter une assistance juridique mutuelle dans le cadre des enquêtes et des procédures judiciaires, conformément à leurs obligations internationales respectives;
  - k) prendre en considération les intérêts particuliers des États en développement, notamment ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et œuvrer en coopération à en renforcer les moyens dans l'exercice de ses compétences d'État du pavillon, y compris par des actions de renforcement des capacités.

### *Champ d'application*

#### *Considérations géographiques*

3. Les Directives s'appliquent à la pêche et aux activités connexes dans les zones maritimes ne relevant pas de la juridiction nationale. Elles pourraient s'appliquer également à la pêche et aux activités connexes relevant de la juridiction nationale de l'État du pavillon ou d'un État côtier, avec leur accord respectif, sans préjudice des paragraphes 9 et 39 à 43. Lorsqu'un navire opère dans des zones maritimes relevant de la juridiction d'un État autre que l'État du pavillon, l'application de ces Directives est assujettie aux droits souverains de l'État côtier.

## *Navires*

4. Les Directives s'appliquent à tout navire, embarcation ou bateau de quelque type que ce soit, utilisé, équipé pour être utilisé ou conçu pour être utilisé pour la pêche et pour des activités connexes, à savoir, aux fins des présentes Directives, toute opération de soutien ou de préparation à la pêche, y compris le débarquement, le conditionnement, la transformation, le transbordement ou le transport du poisson qui n'a pas été précédemment débarqué dans un port, ainsi que le transport de personnel et l'avitaillement en carburant, en engins de pêche et en fournitures diverses en mer, à l'exclusion de la pêche de subsistance.

5. Lorsqu'un État côtier autorise un navire affrété par ses ressortissants à pratiquer la pêche et des activités connexes exclusivement dans des zones relevant de sa juridiction nationale et de son autorité, ce navire doit être soumis par l'État côtier à des mesures aussi efficaces que celles qu'il applique aux navires battant son pavillon qui se trouvent dans les eaux relevant de sa juridiction.

## *Critères d'évaluation de la conduite*

### *Critères généraux*

6. L'État du pavillon a incorporé les principes et les dispositions qu'il est tenu de respecter en vertu du droit international dans sa législation, sa réglementation, ses politiques et ses pratiques nationales.

7. L'État du pavillon a pris les mesures nécessaires pour s'assurer que les navires de pêche battant son pavillon n'exercent aucune activité susceptible de compromettre l'efficacité de mesures internationales de conservation et de gestion ou l'État du pavillon accepte et applique les mesures de conservation et de gestion adoptées par l'organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) pertinente ou aux termes de l'arrangement régional de gestion des pêches (ARGP) pertinent.

8. L'État du pavillon contribue effectivement au fonctionnement de l'ORGP/ARGP à laquelle/auquel il participe (en d'autres termes, l'État du pavillon s'acquitte de ses devoirs en tant que partie contractante ou partie non contractante coopérante, y compris ceux concernant la communication de données sur les activités de pêche et les activités connexes et le respect des mesures par ses navires).

9. L'État du pavillon s'assure que les navires battant son pavillon ne pratiquent pas la pêche et des activités connexes sans autorisation dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États.

10. L'État du pavillon appuie la coopération entre États du pavillon en matière de gestion de la capacité et l'effort de pêche, des limites de capture et des contrôles de la production.

### *Gestion des pêches*

11. L'État du pavillon a établi une base ou un cadre institutionnel, juridique et technique pour la gestion des pêches (tel que celui mentionné à l'article 7 du Code de conduite pour une pêche responsable (FAO, 1995) (« le Code »), qui doit comprendre au minimum:

- a) une administration publique, une autorité statutaire ou un contrôle statutaire exercé par un organisme ou un organe ayant un mandat clairement défini et l'obligation de rendre des comptes sur les résultats des politiques de gestion des pêches;
- b) un organisme ou une autorité chargé(e) de définir la réglementation et d'assurer le contrôle et la mise en application des mesures;



- c) une organisation interne chargée de la coordination entre les différents départements, en particulier la coordination entre les autorités chargées des pêches et les autorités chargées de l'immatriculation des navires;
  - d) une infrastructure pour les avis scientifiques.
12. L'État du pavillon a adopté des lois, règlements ou autres dispositifs de mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion, qui prévoient au minimum:
- a) les principes, règles et normes qui figurent dans les instruments internationaux applicables et les dispositions du paragraphe 2 des présentes Directives, ainsi que toute mesure applicable de conservation et de gestion adoptée par une ORGP ou prévue par un ARGP;
  - b) un cadre national – plans ou programmes nationaux – de gestion de la capacité et de l'effort de pêche, des limites de capture et des contrôles de la production et de lutte contre la pêche INDNR ou des activités connexes à l'appui de celle-ci;
  - c) une réglementation relative au transbordement.
13. L'État du pavillon applique effectivement les mesures de conservation et de gestion. En particulier:
- a) l'État du pavillon veille à ce que les obligations incombant aux propriétaires de navires de pêche, à leurs exploitants et à leur équipage leur soient facilement accessibles et clairement communiquées;
  - b) l'État du pavillon formule des directives à l'intention du secteur de la pêche en vue du respect de ces obligations;
  - c) l'État du pavillon gère efficacement les activités de pêche et les activités connexes des navires battant son pavillon selon des modalités garantant de la préservation et de l'utilisation durable des ressources biologiques marines.

### ***Information, inscription et fichiers***

14. L'État du pavillon est tenu de se conformer à certaines exigences minimales, dont les suivantes:
- a) les spécifications types et directives de la FAO pour le marquage et l'identification des navires de pêche et aux exigences pertinentes de l'Organisation maritime internationale;
  - b) les renseignements concernant les propriétaires et exploitants des navires permettent d'identifier les propriétaires et exploitants de fait;
  - c) les renseignements sur l'historique du navire comprennent les précédents changements de pavillon et de nom;
  - d) les caractéristiques du navire.
15. L'État du pavillon coopère avec d'autres États par l'échange d'informations sur le pavillonnement des navires et leur radiation ou suspension des registres d'immatriculation, dans le cadre de la procédure de vérification des registres et, le cas échéant, des antécédents d'un navire en vue de son immatriculation, de sa radiation ou suspension des registres d'immatriculation.
16. L'État du pavillon suit les procédures relatives à l'immatriculation, notamment:
- a) la vérification de l'historique du navire;
  - b) les motifs de refus d'immatriculation du navire, y compris, dans la mesure du possible, le fait que le navire figure sur une liste de navires pratiquant la pêche INDNR ou qu'il est immatriculé dans deux États ou plus;
  - c) les exigences en matière de radiation des registres;
  - d) la notification de changements et les exigences en matière de mises à jour régulières;

- e) la coordination entre organisations concernées (s'occupant des pêches, de marine marchande, etc.) et avec les États du pavillon antérieurs afin de déterminer si le navire fait l'objet d'une enquête en cours ou est passible de sanctions susceptibles de motiver des changements successifs de pavillon, à savoir la pratique consistant pour un navire à changer de pavillon afin de contourner les mesures ou les dispositions de conservation et de gestion adoptées aux niveaux national, régional ou mondial ou de faciliter le non-respect de ces mesures ou dispositions.
17. Les procédures d'immatriculation de l'État du pavillon sont accessibles et transparentes.
18. Selon qu'il convient, l'État du pavillon s'abstient d'immatriculer des navires qui, par le passé, ont contrevenu aux règles, sauf dans les cas où:
- le navire a changé de propriétaire et le nouveau propriétaire peut établir de manière probante que le propriétaire ou l'exploitant précédent n'a plus d'intérêts juridiques, financiers ou de fait dans le navire, ni n'exerce de contrôle sur celui-ci; ou
  - ayant pris en considération tous les faits pertinents, l'État du pavillon conclut que l'octroi de son pavillon au navire n'aurait pas pour conséquence de faciliter la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ou des activités connexes de nature à favoriser ce type de pêche.
19. L'État du pavillon procède à l'immatriculation d'un navire et délivre l'autorisation de pratiquer la pêche et des activités connexes de manière coordonnée, afin que chacune de ces fonctions tienne dûment compte de l'autre, et des liens appropriés existent entre la tenue des registres des navires et celle des registres des activités des navires visés au paragraphe 4. Lorsque ces fonctions ne sont pas assurées par une même entité administrative, l'État du pavillon veille à ce que les entités respectives qui en sont chargées coopèrent et s'informent mutuellement comme il convient.
20. L'État du pavillon refuse l'immatriculation aux navires déjà immatriculés dans un autre État, sauf dans le cas d'une immatriculation parallèle temporaire.
21. L'État du pavillon rend les données des registres accessibles à tous les usagers internes des administrations publiques compétentes.
22. L'État du pavillon rend les données des registres publiques et facilement consultables sous réserve des prescriptions en vigueur en matière de confidentialité.
23. L'État du pavillon prend toutes les mesures possibles, y compris celle de refuser à un navire l'autorisation de battre pavillon de l'État concerné, pour empêcher les changements successifs de pavillon.
24. Les procédures de sanctions en cours prises à l'encontre d'un navire sont menées jusqu'à leur terme avant que l'État du pavillon ne procède à la radiation du navire concerné, le cas échéant.
25. L'État du pavillon tient un registre des navires visés au paragraphe 4 et battant son pavillon, qui contient, pour les navires autorisés à pratiquer la pêche et des activités connexes en haute mer, tous les renseignements indiqués aux paragraphes 1 et 2 de l'article VI de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion (FAO, 1993) (« Accord d'application »). Il peut aussi inclure:
- les noms précédents, le cas échéant, s'ils sont connus;
  - le nom, l'adresse et la nationalité de la personne physique ou morale sous le nom de laquelle le navire est immatriculé;
  - le nom, l'adresse physique, l'adresse postale et la nationalité des personnes physiques ou morales chargées de gérer l'exploitation du navire;

- d) le nom, l'adresse physique et la nationalité des personnes physiques ou morales ayant la propriété effective du navire;
  - e) l'historique du nom du navire, ainsi que la liste de tous ses propriétaires précédents et, s'il est connu et conformément à la législation nationale, l'historique des activités de ce navire contrairement aux mesures ou dispositions de conservation et de gestion adoptées aux niveaux national, régional ou mondial; et
  - f) les dimensions du navire et, le cas échéant, une photographie prise au moment de son immatriculation ou après la dernière modification (le cas échéant) apportée à sa structure, montrant le profil latéral du navire.
26. L'État du pavillon exige que des registres des navires soient tenus conformément aux normes et exigences sous-régionales, régionales et internationales pertinentes.
27. L'État du pavillon met régulièrement à jour les fichiers et registres nationaux des navires.
28. L'État du pavillon effectue bien, préalablement à l'immatriculation, la vérification des fichiers et, s'il y a lieu, des antécédents des navires.

### ***Autorisations***

29. L'État du pavillon a mis en place un régime d'autorisation de la pêche et des activités connexes (par exemple des licences de pêche), de sorte qu'aucun bateau ne puisse opérer à moins d'y avoir été autorisé selon des modalités conformes au droit international et à un souci de durabilité des stocks pertinents, notamment:
- a) l'autorisation de pêche et d'activités connexes a une portée appropriée et est assortie de conditions en faveur de la protection des écosystèmes marins;
  - b) évaluation préalable de l'historique du navire en matière de respect des règles et de son aptitude à se conformer aux mesures applicables;
  - c) renseignements minimaux à fournir, qui permettent l'identification des personnes responsables, des zones et des espèces, notamment:
    - i) le nom du navire et, le cas échéant, de la personne physique ou morale autorisée à pratiquer la pêche et les activités connexes;
    - ii) les zones où la pêche et les activités connexes sont autorisées, ainsi que la portée et la durée de l'autorisation;
    - iii) les espèces, les engins de pêche autorisés et, le cas échéant, d'autres mesures de gestion applicables;
    - iv) enfin, des conditions pertinentes dans lesquelles l'autorisation est délivrée, qui peuvent comprendre, selon le cas, les conditions énoncées aux paragraphes 47 du Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée («PAI-INDNR»), tel qu'il figure à l'appendice 1.
30. L'État du pavillon applique effectivement un régime d'autorisation des activités de pêche et des activités connexes à l'appui de ce type de pêche (par exemple un système de licences de pêche) et notamment ne délivre une autorisation de pêcher que lorsqu'il s'est assuré:
- a) que le navire est en mesure de respecter les conditions de l'autorisation de pêche;
  - b) qu'il est en mesure d'exercer efficacement sa juridiction et son contrôle sur le navire pour veiller au respect des mesures de conservation et de gestion applicables et
  - c) qu'il pourra exercer efficacement ses pouvoirs de police et son autorité sur le titulaire de l'autorisation.

***Suivi, contrôle, surveillance et application***

31. L'État du pavillon met en place un régime de contrôle qui s'applique aux navires battant son pavillon; ce régime comprend, au minimum:

- a) le pouvoir de prendre le contrôle du navire (interdiction de naviguer, rappel au port, par exemple);
- b) l'établissement et la tenue d'un fichier à jour des bateaux;
- c) outils de contrôle, comme le système de surveillance des navires par satellite, les livres de bord et la documentation, et des observateurs;
- d) des dispositions obligatoires en ce qui concerne les données relatives aux pêches qui doivent être enregistrées et communiquées en temps utile par les navires (captures, effort, captures accidentelles et rejets, débarquements et transbordements);
- e) un régime d'inspection, y compris en mer et au port.

32. L'État du pavillon met en place un régime de mise en application, qui comprend, au minimum:

- a) la capacité en matière de détection des infractions et de prise de mesures de mise en application à cet égard;
- b) le pouvoir et la capacité d'enquêter sur les infractions dans des délais satisfaisants, y compris d'établir l'identité des contrevenants et la nature des infractions;
- c) un système approprié permettant de recueillir et de réunir des éléments probants, de les conserver et d'en protéger l'intégrité;
- d) un système de sanctions proportionnelles à la gravité de l'infraction et suffisamment sévères pour promouvoir le respect des textes en vigueur, décourager les infractions et priver les auteurs des profits découlant de leurs activités illicites;
- e) la coopération et l'assistance juridique mutuelle, notamment, selon le cas, le partage d'informations et des accords relatifs à la communication de données avec d'autres États, des organisations internationales et des organisations et arrangements régionaux de gestion des pêches en matière d'application effective, ainsi que la rapidité d'intervention à la suite d'une demande d'assistance;
- f) l'interdiction de pratiquer la pêche et les activités connexes en haute mer pour les navires battant son pavillon qui ont commis une infraction grave aux mesures sous-régionales ou régionales pertinentes de conservation et de gestion applicables en haute mer, jusqu'à ce que toutes les sanctions imposées par l'État du pavillon pour cette infraction aient été exécutées, conformément à sa législation.

33. L'État du pavillon exerce un suivi, un contrôle et une surveillance (SCS) systématiques et efficaces de la pêche et des activités connexes qui comprennent, dans la mesure du possible, les mesures décrites au paragraphe 24 du Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INDNR), et indiquées à l'appendice 2.

34. L'État du pavillon contribue aux activités conjointes de SCS et de mise en application s'il y a lieu.

35. L'État du pavillon prend des mesures à l'encontre des navires qui battent son pavillon et dont il a été établi qu'ils participent à des activités de pêche INDNR ou à des activités connexes à l'appui de ce type de pêche.

36. Lorsque l'État du pavillon a mis en place un régime d'application, les éléments de preuve concernant les infractions présumées sont rassemblés et traités avec diligence et, en particulier, communiqués aux autorités d'autres États et, le cas échéant, d'organisations/arrangements régionaux

de gestion des pêches chargés de faire appliquer les mesures en tant qu'éléments de preuve concernant les infractions présumées, dans la mesure où la législation nationale le permet. Les infractions présumées font l'objet d'enquêtes et de procédures de sanction engagées conformément à la législation, à la réglementation, aux politiques et aux pratiques nationales dans des délais satisfaisants.

37. Lorsque l'État du pavillon a mis en place un régime d'application et que les actions de mise en application par l'État du pavillon sont adoptées par une ORGP/un ARGP, l'État du pavillon veille à ce que l'ORGP/ARGP en question soit doté(e) de mécanismes permettant de régler efficacement et en temps utile les différends au sujet de ces actions.

38. L'État du pavillon applique bien les sanctions, dans des délais satisfaisants. En particulier:

- a) les sanctions sont proportionnelles à la gravité des infractions et suffisamment sévères pour promouvoir le respect des textes en vigueur, décourager les infractions en quelque lieu que ce soit, et priver les auteurs des infractions des profits découlant de leurs activités illicites;
- b) l'État du pavillon fait le nécessaire, dans le cadre de ses systèmes judiciaires et administratifs, pour faire mieux connaître et comprendre les questions de suivi, de contrôle et de surveillance;
- c) l'État du pavillon a établi des procédures judiciaires et/ou administratives permettant, dans toute la mesure possible, l'application efficace de ces Directives en temps opportun;
- d) l'État du pavillon a les moyens de s'assurer de l'exécution des sanctions, y compris en interdisant au navire de pratiquer la pêche INDNR ou à des activités connexes à l'appui de ce type de pêche tant qu'il ne se sera pas acquitté de ses obligations;
- e) l'État du pavillon répond sans tarder aux demandes d'autres États ou, le cas échéant, d'organisations et arrangements régionaux de gestion des pêches l'invitant à prendre des mesures à l'encontre de navires battant son pavillon.

### ***Coopération entre les États du pavillon et les États côtiers***

39. Lorsqu'un État côtier décide de conclure avec un État du pavillon un accord d'accès aux zones de pêche, l'État du pavillon convient en coopération avec l'État côtier des modalités selon lesquelles ils exercent les rôles et responsabilités respectifs qui leur incombent en vertu de cet accord, et ce avant que des navires de l'État du pavillon ne pratiquent des activités de pêche et des activités connexes dans des zones relevant de la juridiction de l'État côtier, conformément au paragraphe 3.

40. L'État du pavillon ne conclut un accord d'accès aux zones de pêche avec un État côtier que si les deux États ont la certitude que ces activités ne compromettent pas la durabilité des ressources biologiques marines relevant de la juridiction de l'État côtier. L'État du pavillon est également prêt à coopérer avec l'État côtier à cet égard.

41. L'État du pavillon n'autorise les navires battant son pavillon à obtenir ou à utiliser des autorisations en dehors du cadre des accords visés à l'article 40 pour pêcher dans les zones maritimes placées sous la juridiction d'un État côtier que si les deux États ont la certitude que ces activités ne compromettent pas la durabilité des ressources biologiques marines de l'État côtier, compte tenu des éléments scientifiques disponibles les plus probants et du principe de précaution.

42. En vertu des dispositions des paragraphes 6 et 9, l'État du pavillon, conformément à ses obligations internationales, impose des sanctions aux navires battant son pavillon qui ont enfreint la législation de l'État du pavillon relative aux activités de pêche et aux activités connexes dans des zones maritimes placées sous la juridiction d'un État côtier, nonobstant les sanctions applicables par un État côtier en vertu de la propre législation de celui-ci dans les zones relevant de sa juridiction.

43. L'État du pavillon, conformément à sa législation et à ses obligations internationales, devrait coopérer avec l'État côtier, en échangeant toutes les informations pertinentes sur les activités de pêche et les activités connexes des navires battant son pavillon dès lors que ces activités s'exercent dans les zones maritimes relevant de la juridiction dudit État côtier.

### ***Procédure d'exécution des évaluations***

44. Tous les États du pavillon sont encouragés à évaluer leur conduite périodiquement.

45. Dans le cas d'une autoévaluation, l'État du pavillon est encouragé à :

- a) faire appel aux autorités compétentes et à recourir à des consultations internes, selon un processus transparent;
- b) rendre les résultats publics;
- c) envisager la participation d'un expert, éventuellement en coopération avec une organisation internationale;
- d) envisager de faire appel aux mécanismes internationaux d'autoévaluation, y compris en termes d'assistance;
- e) élaborer un processus de validation;
- f) étudier les relations possibles avec une évaluation multilatérale, en particulier la nécessité d'une cohérence entre les autoévaluations à l'échelle mondiale.

46. Lorsqu'un État du pavillon décide de faire procéder à une évaluation externe, il est encouragé à confier cette tâche à un organisme multilatéral compétent ou, s'il le souhaite, à un ou plusieurs autres États. L'évaluation externe devrait :

- (a) tenir compte des présentes Directives et, le cas échéant, des résultats de l'évaluation de l'État du pavillon par des organisations régionales/arrangements régionaux de gestion des pêches;
- (b) veiller à ce que le droit international et le principe de transparence soient dûment pris en compte.

### ***Dispositions visant à encourager les États du pavillon à respecter leurs obligations et à les dissuader de s'y soustraire***

47. Les mesures prises au vu des résultats d'une évaluation peuvent être les suivantes :

- a) mesures correctives nécessaires prises par l'État du pavillon;
- b) mesures de coopération prises par l'État du pavillon et d'autres États intéressés, y compris par le truchement d'ORGP/ARGP s'il y a lieu, dont les suivantes:
  - i) conduite de consultations;
  - ii) offre d'assistance et renforcement des capacités;
  - iii) échange d'informations sur les conclusions de l'évaluation et mesures prises en fonction de ces informations de pair avec d'autres États intéressés et, s'il y a lieu, avec des ORGP/ARGP;
  - iv) recours aux mécanismes existants de règlement des différends;
- c) mesures prévues par le PAI-INDNR et le Code, ainsi que par d'autres instruments internationaux pertinents, selon le cas.

### ***Coopération avec les pays en développement et prestation d'une assistance à ces pays destinée à en renforcer les capacités***

48. La prestation d'une assistance aux pays en développement en vue de les aider à améliorer leur action en tant qu'État du pavillon est dans l'intérêt de tous les États.

49. Les États se doivent de reconnaître pleinement les besoins particuliers des pays en développement pour ce qui est de l'amélioration de la conduite de l'État du pavillon conformément aux présentes Directives. Les États peuvent, soit directement, soit par l'entremise d'organisations internationales, notamment les organisations et arrangements régionaux de gestion des pêches (ORGP/ARGP), apporter une assistance aux pays en développement afin que ceux-ci soient mieux en mesure de:

- a) mettre en place un cadre juridique et réglementaire approprié;
- b) renforcer l'organisation et l'infrastructure institutionnelles nécessaires pour exercer un contrôle approprié sur les navires battant leur pavillon;
- c) élaborer, mettre en œuvre et améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS), de façon à ce qu'ils soient efficaces et pratiques;
- d) renforcer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour traiter et analyser les données scientifiques ou autres, puis les mettre à la disposition des utilisateurs concernés, notamment des ORGP/ARGP;
- e) participer aux activités des organisations internationales qui œuvrent à l'amélioration de la conduite des États du pavillon.

50. Il importe que les États prennent dûment en considération les besoins particuliers des États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, afin de veiller à ce qu'ils soient en mesure de mettre en œuvre les présentes Directives.

51. Les États et les ORGP/ARGP doivent renforcer l'aptitude des pays en développement à participer à des activités de pêche en haute mer, et notamment à améliorer leur accès aux ressources halieutiques hauturières.

52. Les États peuvent, soit directement, soit par l'intermédiaire de la FAO, évaluer les besoins spécifiques des pays en développement s'agissant d'appliquer les présentes Directives.

53. Les États peuvent coopérer pour mettre en place des mécanismes de financement appropriés qui aideraient les pays en développement à appliquer les présentes Directives. Ces mécanismes pourraient être axés spécifiquement, entre autres, sur:

- a) l'amélioration de la conduite de l'État du pavillon;
- b) le développement et le renforcement des capacités relatives à la conduite de l'État du pavillon, notamment en matière de SCS et de formation, aux échelons national et régional, du personnel de SCS et du personnel juridique et administratif intervenant dans la mise en application;
- c) les activités de SCS liées à la conduite de l'État du pavillon, y compris l'accès aux technologies et aux équipements.

54. La coopération avec et entre les pays en développement aux fins énoncées dans les présentes Directives peut inclure la fourniture d'une assistance technique et financière, y compris dans le cadre d'une coopération Sud-Sud.

55. Les États peuvent créer un groupe de travail ad hoc chargé de présenter des rapports réguliers et de soumettre des recommandations sur la mise en place de mécanismes de financement.

***Rôle de la FAO***

56. Les États doivent informer la FAO de l'état d'avancement de l'application des présentes Directives et du résultat des évaluations de la conduite de l'État du pavillon, qu'il s'agisse d'autoévaluations ou d'évaluations externes, dans le cadre du rapport biennal à la FAO sur le Code. Ces informations doivent être publiées par la FAO dans des délais satisfaisants.

57. La FAO doit envisager d'apporter une aide technique spécifique aux États qui en font la demande, aux fins des paragraphes 49 et 53.

58. Sur demande, la FAO recueillera, selon les modalités dictées par la Conférence, toutes les informations pertinentes sur l'application au niveau mondial des présentes Directives et fera rapport au Comité des pêches sur cette question.



**APPENDICE 1**

**Conditions relatives aux autorisations**  
**Paragraphe 29, alinéa c, sous-alinéa iv**  
**(extrait du PAI-INDNR, paragraphe 47)**

La délivrance d'une autorisation peut (...) être sujette à d'autres conditions visant, notamment:

1. les systèmes de suivi des navires;
2. l'établissement de rapports sur les captures. Ceux-ci peuvent devoir inclure:
  - 2.1 des séries chronologiques de statistiques sur les captures et l'effort de pêche, par navire;
  - 2.2 les captures totales, chiffrées ou en masse nominale, ou les deux, par espèce (ciblée et accessoire) selon qu'il convient pour chaque campagne saisonnière de pêche (la masse nominale se définit comme l'équivalent du poids vif des captures);
- 2.3 des statistiques sur les rejets, y compris estimations, le cas échéant, exprimées en nombre ou en masse nominale par espèce, selon qu'il convient pour chaque pêche;
- 2.4 des statistiques sur l'effort de pêche, selon qu'il convient pour chaque méthode de pêche; et
- 2.5 le lieu de pêche, la date et la durée de la pêche et d'autres statistiques sur les opérations de pêche.
3. les rapports et autres obligations relatives au transbordement, lorsque celui-ci est autorisé;
4. la présence d'un observateur;
5. la tenue de journaux de pêche et de journaux de bord;
6. le matériel de navigation permettant de respecter les limites de zones et les zones d'accès réglementé;
7. le respect des conventions internationales pertinentes et des lois et règlements nationaux relatifs à la sécurité en mer, à la protection de l'environnement marin et aux mesures ou aux dispositions de conservation et de gestion adoptées aux niveaux national, régional ou mondial;
8. le marquage des navires de pêche, conformément aux normes internationalement reconnues, telles que les spécifications et directives normalisées de la FAO pour les marques d'identification des navires de pêche. Les engins de pêche des navires seront eux aussi marqués conformément aux normes internationalement reconnues;
9. le cas échéant, le respect d'autres aspects des accords de pêche applicables à l'État du pavillon; et
10. l'attribution au navire, chaque fois que possible, d'un numéro d'identification unique, reconnu sur le plan international, qui permette de l'identifier indépendamment des éventuels changements d'immatriculation ou de nom survenus au fil du temps.

**APPENDICE 2**

**Suivi, contrôle et surveillance**  
**Paragraphe 33**  
**(extrait du PAI-INDNR, paragraphe 24)**

Un suivi, un contrôle et une surveillance (SCS) systématiques et efficaces de la pêche peuvent être exercés, du commencement des opérations jusqu'à la destination finale, sans oublier le lieu de débarquement, notamment par les moyens suivants:

1. en mettant au point et en appliquant des régimes d'accès aux eaux et aux ressources, y compris un régime d'autorisation des navires;
2. en tenant le registre de tous les navires et de leurs propriétaires et exploitants actuels placés sous leur juridiction autorisés à mener des opérations de pêche;
3. en mettant en place, le cas échéant, un système de surveillance des navires, conformément aux normes nationales, régionales ou internationales pertinentes, y compris en exigeant que les navires placés sous leur juridiction aient à bord un système de surveillance des navires;
4. en mettant en place, le cas échéant, un programme d'observateurs, conformément aux normes nationales, régionales ou internationales pertinentes, y compris en exigeant que les navires placés sous leur juridiction accueillent des observateurs à bord;
5. en assurant la formation et la sensibilisation de toutes les personnes participant aux opérations de suivi, contrôle et surveillance;
6. en planifiant, en finançant et en menant les opérations de suivi, contrôle et surveillance de façon à renforcer le plus possible leur capacité de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
7. en faisant comprendre au secteur des pêches la nécessité d'activités de suivi, contrôle et surveillance pour éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et en l'incitant à une participation volontaire à cet effet;
8. en faisant mieux connaître les questions de suivi, contrôle et surveillance dans le cadre des systèmes judiciaires nationaux;
9. en établissant et en entretenant des systèmes d'acquisition, d'archivage et de diffusion de données de suivi, contrôle et surveillance, compte tenu des règles applicables en matière de confidentialité;
10. enfin, en assurant l'application effective de régimes d'arraisonnement et d'inspection nationaux et, le cas échéant, convenus à l'échelon international qui soient conformes au droit international et tiennent compte des droits et obligations des chefs de bord et des inspecteurs, et en notant que ces régimes sont prévus dans un certain nombre d'accords, tels que l'Accord des Nations Unies de 1995 sur les stocks de poissons et ne s'appliquent qu'aux parties à ces accords.